

Accord collectif

**PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET HORTICOLES
(Pyrénées-Atlantiques)
(12 novembre 2009)**

(Etendu par arrêté du 4 novembre 2010,
Journal officiel du 19 novembre 2010)

AVENANT N° 1 DU 5 MARS 2013

NOR : AGRS1397140M

Entre :

La FDSEA des Pyrénées-Atlantiques ;

La fédération des CUMA des Pyrénées-Atlantiques ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires des Pyrénées-Atlantiques ;

Le syndicat horticole des Pyrénées-Atlantiques,

D'une part, et

Le SNCEA CFE-CGC des Pyrénées-Atlantiques ;

Le SGA CFDT des Pyrénées-Atlantiques,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite

La loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a introduit des dispositions visant à relever de manière progressive l'âge de départ à la retraite.

Afin de prendre en compte les impacts de cette mesure sur le régime de prévoyance, il est ajouté le paragraphe suivant à l'article 7.1 :

« Afin de prendre en compte les effets de la loi portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou incapacité permanente de travail, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,13 %, qui s'ajoute au taux de cotisation du régime. »

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie entre l'employeur et le salarié dans les conditions suivantes : 50 % à la charge du salarié et 50 % à la charge de l'employeur.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 12 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera d'être appelée. »

Article 2

Date d'effet

Le présent avenant prend effet le premier jour du mois civil qui suit la publication au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension.

Article 3

Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en 5 exemplaires à la DIRECCTE Aquitaine, unité territoriale des Pyrénées-Atlantiques, cité administrative, boulevard Tourasse, 64000 Pau Cedex.

Fait à Pau, le 5 mars 2013.

(Suivent les signatures.)